Louise de keralio-robert, pionnière du républicanisme sexiste

Annie Geffroy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/6113>

DOI : 10.4000/ahrf.6113

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 107-124

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Geffroy, « Louise de keralio-robert, pionnière du républicanisme sexiste », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 344 | avril-juin 2006, mis en ligne le 01 juin 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/6113> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.6113>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Louise de Kéralio-Robert, pionnière du républicanisme sexiste

Annie Geffroy

- 1 Depuis 1790 pour ses contemporains, et 1898 pour nous via son « inventeur » Aulard¹, on sait que Louise de Kéralio-Robert (1756-1822) fut une des premières militantes républicaines. Que cette position politique avancée aille de pair avec un refus, théorisé, de tout droit politique aux femmes, est un fait beaucoup moins connu, voire ignoré, ou même transformé en son exact contraire².
- 2 Les travaux sur Louise de Kéralio ont, depuis vingt ans, été repris, sur des bases plus saines que le confusionnisme des années 1900. La biographie de Geneviève Mazel (1989)³ a corrigé beaucoup des erreurs qui se recopient, de dictionnaire en notice biographique, depuis bientôt deux siècles. Mais il reste, sur le strict plan des faits historiques, bien des incertitudes. Ainsi le roman *Adélaïde* (1782) et la brochure *Les crimes des reines de France* (1791), parus « sous l'anonyme » et attribués à Louise, ne devraient être évoqués qu'avec précaution pour rendre compte de son idéologie. Pourtant Lynn Hunt (1995)⁴ et Carla Hesse (2001)⁵ les utilisent abondamment, ce qui me paraît de mauvaise méthode. La figure repoussoir de la mauvaise femme (reine dans la brochure, mère dans le roman) est un incontestable topos de l'époque, mais il n'explique pas tout.
- 3 La dernière étude publiée (Leigh Whaley, 2004)⁶ a une curieuse conclusion : Louise « n'était pas "féministe" [...] mais [...] elle nous donne l'exemple d'une femme qui faisait un travail d'homme pour l'époque, et qui était acceptée par les hommes de son cercle radical comme une égale » (ma trad., p. 131). À supposer que cette dernière proposition soit vraie, ce dont je doute fort, le déplacement de point de vue, de Louise à son entourage, me paraît une esquivé. Car, dans ses positions explicites, Louise ne considère, sur aucun plan, les femmes comme égales des hommes. Cela ressortait déjà de ses publications antérieures à la Révolution⁷. Je me propose, en mettant en perspective des textes écrits, signés et publiés par elle dans les années 1789-1793, de montrer que cette position, sexiste au sens strict – inégalitaire, contre l'octroi de droits politiques aux femmes –, est une constante de sa pensée. Elle n'est pas modifiée, bien au

contraire, par son adhésion à la Révolution, et fait d'elle une pionnière du républicanisme sexiste, inscrit dans la loi française jusqu'en 1944.

- 4 Louise est entrée dans la carrière des lettres à dix-neuf ans avec une traduction de l'anglais, activité qu'elle poursuivra tout au long de sa vie. En 1789, c'est une femme savante, une intellectuelle en vue, intégrée dans la société d'Ancien Régime sous le patronage de son père, Louis-Félix Guinement de Kéralio (1731-1793), traducteur et écrivain, rédacteur au *Journal des savants*, académicien, censeur royal. Elle lui a rendu un hommage appuyé dans son premier ouvrage signé, en 1785 :

« Sans vous, je n'aurais pu franchir des obstacles qui auroient effrayé mes faibles lumières [...] La foiblesse d'un sexe timide ne me permettra pas de vous atteindre ». ⁸

- 5 L'année suivante, elle a dédié à sa mère, Marie-Françoise Abeille, avec beaucoup moins d'insistance, et sans aucune allégeance intellectuelle – alors que celle-ci est aussi traductrice et écrivain – une ambitieuse *Collection des meilleurs ouvrages français, composés par des femmes, dédiée aux femmes françaises* (1786-89, 12 vol, Paris, chez l'auteur et Lagrange), destinée à montrer :

« ce que les femmes peuvent faire lorsqu'elles veulent se consacrer aux plus nobles moyens de plaire, à la culture de l'esprit et à celle des talents. Depuis longtemps on ne leur défend plus d'en acquérir ». ⁹

- 6 Elle fait donc connaître des femmes écrivains, en même temps qu'elle fait l'histoire de deux reines rivales, Elisabeth Tudor et Marie Stuart, dans son *Histoire d'Elisabeth...* (1786-1788, 5 vol, Paris, chez l'auteur et Lagrange). C'est un exposé des conflits politiques, religieux et dynastiques de l'Europe du XVI^e siècle, centré sur l'Angleterre, « État à la fois monarchique et républicain » (t. 1, Discours préliminaire, p. xcviij). Louise décrit Elisabeth comme dotée de « tous les traits d'un caractère mâle qui la placent au rang des grands rois » (t. 4, 1787, p. 666). Dans le volume de pièces justificatives, elle conteste l'authenticité des lettres amoureuses de Marie Stuart :

« Quand on [lui] supposerait une conduite galante, ce qu'on n'a jamais prouvé, étoit-elle parvenue à ce comble d'égarement qui éteint absolument le sentiment délicat de la dignité de son sexe et de son rang ? » ¹⁰

- 7 En 1788, Louise donne une traduction de Howard, *Des prisons*, et collabore au *Censeur universel anglais* (1785-1787). Toutes ces publications sont éditées chez Lagrange, qui fait faillite en mars 1789. Les capitaux investis en 1786 se transforment en dettes. En octobre 1789, le père de Louise vend le bail, les meubles et la considérable bibliothèque de leur appartement, 17 rue de Grammont. Dans ce district des Filles Saint Thomas, où résident leurs amis Brissot et Carra, les Kéralio père et fille sont au centre d'un cercle acquis au nouveau régime. Louis-Félix, électeur de la noblesse de Paris pour les États généraux, est en juillet un des fondateurs de la garde nationale ; il défend la liberté illimitée de la presse, entre à la Société de 1789 puis à celle des Amis de la constitution. Louise a été élue membre honoraire de l'académie d'Arras en février 1787, et cooptée en 1788 à la « Société patriotique bretonne » ¹¹.

Louise journaliste, 1789 - 1791

- 8 Ces deux titres de distinction (savante et politique), Louise les fait figurer en tête du *Journal d'État et du citoyen* qu'elle lance en août, juste après avoir publié une brochure d'*Observations sur quelques articles du projet de constitution de M. Mounier* (Nyon, 18 p.).
- 9 Elle est donc – cas unique, à ma connaissance, au XVIII^e siècle – fondatrice et rédactrice d'un journal politique. Elle demande aussi à établir, avec Potier de Lille, une

imprimerie. Mais en novembre le directeur de la Librairie lui oppose un refus, pour cause de sexe ; elle s'y conforme, et n'en fait pas état, je crois, dans son journal.

- 10 Sa carrière de journaliste durera près de deux ans à un rythme soutenu : hebdomadaire, bihebdomadaire, quotidien pendant les derniers mois. En tout 204 numéros, et plus de 6700 pages. L'importance idéologique du journal dans le noyau républicain est certaine, mais sa diffusion est restreinte. Comme le prouvent les changements de titre et de rédacteurs, ainsi que la rareté des collections connues, le journal ne suffit pas à faire vivre ses auteurs, et les laissera endettés. Comment évaluer la part rédactionnelle de Louise ? Ni le *Journal d'État et du citoyen*, ni les trois avatars du *Mercure national* ne comportent, hélas, de table des matières, et beaucoup d'articles ne sont pas signés. Je m'en tiendrai, prudemment, à ceux qui le sont, une soixantaine.
- 11 À l'exception de la rubrique « Assemblée nationale », anonyme, ou signée au début par son père, parfois par Carra, puis par François Robert à partir d'août 1790, on trouve la signature de Louise à peu près sur tous les sujets : actualité politique, spectacles, chronique judiciaire (les affaires Leprévot de Beaumont, Sannois, Vieillard de Boismartin, Musquinet de la Pagne sont autant d'occasions de dénoncer l'ancien régime judiciaire). Elle lit et traduit assez régulièrement les « papiers anglais ». Mais sa spécialité me semble être le compte rendu d'ouvrages nouveaux (de Guffroy, Brissot, Cloots, Servan, Hennet, Pétion, Soulavie, Lavicomterie, Mandar, Paine) qui sert essentiellement à marquer accord, ou désaccord. La référence à d'autres journaux, patriotes ou royalistes (fréquents « extraits » du *Journal de la cour et de la ville*) comme la publication de lettres de lecteurs, ajoute à la démarcation idéologique une dimension d'autopublicité.
- 12 Un tel volume, et si difficile d'accès, ne peut être lu que partiellement ... et partialement. J'ai pris comme fil directeur les prises de position de Louise sur les femmes : l'opposition hommes/femmes, qui peut paraître descriptive et anodine dans certains contextes, est le socle d'une théorie des « deux sphères » dont les conséquences politiques ségrégatives sont très tôt explicites.
Le *Journal d'État et du citoyen* (JEC)
- 13 Louise, seule rédactrice nommée, est responsable du titre, un peu obscur. Le JEC, imprimé chez Nyon, est d'abord hebdomadaire sur 16 pages (I, 1 à 8), puis bihebdomadaire mais sur 8 pages (I, 9 à 20, II, 1 à 13), avec des suppléments. Le tout compte 436 pages.
- 14 Je trouve la première suggestion d'une activité féminine en révolution dans le n° 5 (10 septembre), où « une citoyenne vertueuse et éclairée » propose aux « dames des 60 districts » une souscription pour l'équipement de la garde nationale. Mais au n° 10, dans un compte rendu des journées d'octobre, c'est le sexe féminin dans son ensemble qui est caractérisé :
« Les femmes, plus sensibles dans tous les états, excitées par le besoin de leurs maris et de leurs enfants, exaltées par le cri de l'amour & de la nature au delà des bornes du courage de leur sexe, se présentent en grand nombre à l'hôtel de ville ».¹²
- 15 La sensibilité, trait naturel et donc trans-classiste, définit le genre féminin dans l'acte même de sa transgression des bornes naturelles. Notons que les femmes ne sont pas supposées réclamer du pain pour leur compte aussi.
- 16 Au n° 11 (11 octobre) apparaît l'épigraphe « Vivre libres ou mourir » ; c'est, dit Louise, la devise de la garde nationale du district des Filles St Thomas, suggérée par son père.

Ce sera celle du journal, et sa disparition, en juillet 91, marquera la fin de l'activité connue de Louise comme rédactrice de presse.

- 17 À la fin du n° 13 (27 décembre 1789), Louise annonce, sans l'expliquer, un changement de titre. *Journal d'État et du citoyen* passe en sous-titre et marque la continuité, mais le nouveau nom, *Mercure national*, signe l'ambition de contrer le *Mercure de France*, puissance de la presse d'Ancien Régime, qu'elle dénonce souvent.

Le Mercure national, ou Journal d'État et du Citoyen (MN1)

- 18 Cette nouvelle formule, parution hebdomadaire sur 72 pages, imprimée chez Potier de Lille, durera 8 mois. La collection BNF se compose de 16 nos (31 déc. 89 -12 avril 90, 1 080 p.), puis de 12 (18 avril-4 juillet 90, 864 p.), enfin de 8 (11 juillet-30 août 90, 576 p.), mais il y a peut-être eu un n° 9, si l'on en croit une lettre de lecteur publiée dans le MN2 du 24 septembre.

- 19 L'avis en tête du n° 1 donne désormais Louise comme co-rédactrice, avec Carra, Masclet et Hugou de Bassville. Tous les quatre y signent des articles, ainsi que d'autres : son père, et surtout l'avocat François Robert, venu de Givet à Paris vers septembre 89, qui signe son premier article le 14 février 1790 (MN1, I, 8). Le 28 février, il présente et approuve la brochure de Hennet, *Du divorce*, qu'il défend comme étant « de droit naturel ». Louise y insère une note :

« Sans élever une faible lumière jusqu'à une discussion sur des points de loi, contre des hommes faits pour en décider, je me permettrai d'élever une observation sur le troisième motif de la nécessité du divorce [...] si la loi, impassible comme elle doit l'être, ne doit considérer que l'avantage général de la société, la régénération des mœurs empêchera qu'une prison de longue durée ne soit pour un cœur sensible une raison d'avoir recours à la loi. »¹³

- 20 La sensibilité féminine, dans les futures mœurs régénérées, adoucira l'application des lois impassibles, c'est-à-dire sans passions, et faites par les seuls hommes.

- 21 Dans le n° du 28 mars (MN1, I, 14), Masclet disparaît de la rédaction, remplacé par L.-F. Guinement de Kéralio. Louise signale, et approuve, la société des 22 citoyennes de Civray en Poitou, pour son plan de secours aux pauvres. Le 18 avril, Guffroy présente son *Franc en vedette*, dans lequel il a proposé « d'admettre les femmes dans les assemblées primaires, pour délibérer sur le choix des municipalités ». Louise réagit, par une forte note :

« Je ne crois pas que les femmes puissent jamais avoir aucune part active au gouvernement, & je crois que le plus grand bien que puisse faire la constitution aux mœurs publiques, est de les en écarter pour jamais. Les femmes règnent dans les états despotiques, c'est assez dire qu'elles doivent être nulles dans l'administration d'un pays libre. Plus l'austérité des mœurs républicaines les rendra attentives à l'intérieur de leurs maisons, plus elle les rendra incapables de connaître assez les hommes publics pour diriger un choix qui doit être le fruit d'une observation constante & d'une expérience consommée ; je leur connois la sagacité nécessaire pour juger des meilleures choses, mais non l'étendue de génie qui fait connaître les moyens d'y arriver, mais non la force de tempérament qui supporte les études nécessaires et je le répète encore, plus elles seront ce que la nature les a faites, moins elles voudront entreprendre au dessus de leur force physique et morale. Contentes d'apprendre à leurs enfants les décrets de l'assemblée, elles n'ambitionneront ni de les faire, ni de les dicter. »¹⁴

- 22 Ce texte est, à mon avis, le socle argumentatif du républicanisme sexiste. L'opposition despotique/libre amène une reformulation en un idéal républicain, associé d'emblée à l'austérité des mœurs. Entre le passé-présent rejeté, et l'avenir souhaité, c'est la place

des femmes qui est le critère explicite d'opposition. L'équivalence despotisme = règne des femmes est une équivalence approchée, un paralogisme, au mieux une métaphore. Louise, historienne, sait très bien qu'en France les femmes ne règnent pas, mais elle ne dit rien sur la nature réelle de cette domination féminine qui pourrait soutenir la métaphore. Ce premier paralogisme en entraîne un autre, symétrique, liberté = mise à l'écart des femmes, assignation à l'intérieur. Réduite au choix des hommes publics, la politique est une fonction spécialisée, pour laquelle l'inexpérience des femmes deviendra inaptitude intellectuelle. Louise ne définit aucunement cette position comme paradoxale ou provisoire : elle raisonne, hélas, « pour jamais ». Se rapprochant de ce qu'elles sont par nature, les femmes auto-limiteront leur ambition à la répétition du Texte masculin, qu'elles inculqueront aux générations futures.

- 23 Le 14 mai 1790, Louise épouse François Robert. Dans son dernier article signé Melle de Kéralio, elle affirme : « Point de liens politiques, s'il n'existe point de liens civils, & point de liens civils sans vertus domestiques » (MN1 II,5, 16 mai 90, p. 314). L'extérieur se dédouble en politique/civil, mais dans l'intérieur domestique, liens se traduit par vertus. Dans le n° suivant, elle signe de son nouveau nom marital une « Adresse aux femmes de Montauban ». Sur le même axe isotopique de la transgression des bornes, Louise, après avoir loué les manifestantes parisiennes d'octobre, condamne celles de Montauban, et surtout leurs meneuses :

« Que dirons-nous de ces femmes ci-devant nobles, qui pouvoient s'élever au rang de citoyennes, & qui se sont déclarées traîtres à la patrie ?[...] plus coupables mille fois que ces malheureuses femmes qu'elles ont séduites, puisque l'éducation devait au moins leur tenir lieu de principes, & leur apprendre à contraindre leurs passions. [...] ne voit-on pas dans la dépravation des mœurs, depuis quinze ans, la cause de l'horreur que témoignent pour la révolution, les femmes de la classe honorifique ? [...] c'est la corruption des mœurs qui produit aujourd'hui l'anti-civisme des femmes, jadis nobles[...] comment craindroient-elles de franchir encore, en un point, les bornes de leur sexe, elles qui ont dépouillé tout sentiment de pudeur ? »¹⁵

- 24 C'est au début de juillet 1790 qu'il faut placer le prospectus figurant en tête de la collection BNF : le journal est présenté comme rédigé par trois membres de la garde nationale : Guinement (son père, qui se conforme au décret du 20 juin sur les noms), Hugou, Robert, « et par l'épouse de ce dernier dont la plume, déjà libre sous un gouvernement despotique, osa, dans l'*Histoire d'Elisabeth*, tracer quelques leçons utiles contre les tyrans, aux peuples courbés sous leur joug ». Pour qui a lu l'assez académique *Histoire d'Elisabeth...*, cette affirmation n'est guère évidente, mais elle installe Louise dans un rôle de pionnière et d'institutrice. Ce même prospectus annonce, pour septembre, une parution deux fois par semaine.

Le *Mercur national et Révolutions de l'Europe* (MN2)

- 25 Nouvelle formule donc en septembre 1790, avec changement de titre et de rédaction. Antoine Tournon, évincé fin 89 par Prudhomme des *Révolutions de Paris*, a fondé en mai 90 les *Révolutions de l'Europe*. Tournon et les Robert tentent une fusion. Le premier numéro des *Révolutions de l'Europe et Mercur national réunis, journal démocratique*, porte le n° 17 (suite au n° 16 des *Révolutions de l'Europe*), et paraît sur 32 pages. « Madame Robert » figure en tête de la rédaction, suivie par les 3 rédacteurs du MN1 et Tournon « tous membres de la Société des amis de la constitution ». Mais dès le n° 21 (14 septembre), c'est le titre *Mercur national* qui revient en tête, et l'échec de la fusion est attesté dans le n° 27 (5 octobre 90). Le 1er mars 91 Tournon lance chez Cussac un *Mercur universel* : « brigandage littéraire » dit Robert, et Louise ajoute « probablement

feuille soldée » (MN2, II, 21, 18 mars 91, p. 369 et 388) : dans l'imbroglio politico-économique, comment distinguer la cause et l'effet ? Ce MN2, qui change d'imprimeur presque à chaque livraison, connaîtra 35 nos en 1790, et 24 en 1791 ; il cesse le 29 mars, après 59 nos et 2500 pages. C'est à ce moment que les Robert quittent la rue de Grammont pour s'installer section du Théâtre Français, et tentent, pour la première fois, de publier un quotidien.

Le Mercure national et étranger, ou *Journal politique de l'Europe* (MN3)

- 26 Le nouveau sous-titre, *Journal politique de l'Europe*, signe l'apport d'un journaliste expérimenté. Lebrun-Tondu (1754-1793) a fondé à Liège en 1785 le *Journal général de l'Europe*. Replié à Paris après l'échec de la révolution liégeoise, Lebrun se joint aux Robert, et le journal devient quotidien, le 16 avril 91, sur 16 pages clairement structurées. Très vite, des désaccords (rédactionnels, idéologiques, économiques ?) doivent se produire, car le 6 juillet 91 Lebrun et Smits ressortent un *Journal général de l'Europe*, d'allure très différente : aucun des articles qui suivent le bref sommaire de tête n'est signé, la devise du *Mercure national* est remplacée par une citation différente chaque jour, le sous-titre *Mercure national et étranger* disparaît le 23 juillet. Après 75 nos du MN3 (1200 p.), il me semble donc que la carrière connue de Louise journaliste se termine le 5 juillet 1791¹⁶. Mais elle a eu le temps d'affirmer sa position sur les clubs et sociétés populaires. Voyons la de plus près.

Louise clubiste, 1791

- 27 Contrairement à son activité journalistique, considérable et souvent minorée, je pense que le rôle de Louise en « sœur Louise », membre de la Société fraternelle des deux sexes, a été un peu surestimé.
- 28 Choudieu, dans une lettre de 1833, donne des notices sur ¹⁷ femmes qui, à sa connaissance, « ont pris une part plus ou moins active dans nos affaires politiques ». Parmi elles, Louise Robert qui « s'est associée avec la baronne de Haelder [...] pour fonder la Société fraternelle des deux sexes »¹⁸. Co-présentes elles y furent, mais associées, et fondatrices, j'en doute ! Il me semble qu'on assiste là à la naissance d'une légende.
- 29 Le peu d'archives sur le sujet fait qu'on recourt souvent au *Mercure national*, et qu'on est tenté d'interpréter le soutien du journal aux sociétés populaires mixtes comme un encouragement à l'activité politique des femmes. Vu de près, de quelle activité s'agit-il ?
- 30 La Société fraternelle des patriotes des deux sexes est pionnière, et par sa date de fondation et par sa mixité. Lancée par l'instituteur Dansart en février 1790, dans une salle des Capucins, elle accède à la notoriété médiatique en août, quand elle déménage dans une salle des Jacobins. Mais c'est seulement en 1791, au moment de son tournant, plus contestataire, qui aboutit à l'éviction de Dansart fin mars, qu'elle apparaît dans le *Mercure national*, et d'abord dans des articles de Robert, un des artisans dudit tournant. Première mention dans le MN2, n° 9, du 4 février 1791 (daté janvier par erreur) : après un « Coup d'œil sur les clubs » où il stigmatise les « clubs d'esclaves », il signale le retour à la société fraternelle de deux membres, un moment « enrôlés par le club monarchique », et pour lesquels on fait une collecte. Au n° 11 (12 -et non 22- février), il se dit membre de la société, et fait un long éloge des sociétés fraternelles en général, où l'on voit « le riche à côté du pauvre, le sénateur auprès de l'artisan, la maîtresse dans les bras de sa domestique qui devient son amie » (p. 423) ; il signale la version féminine du serment civique, et invite les « citoyens de toutes les parties de l'empire, pauvres,

riches, jeunes, vieux, femmes, filles » à former « de ces saintes associations » (p. 425). Au n° 15 (25 février), il rend compte de la séance du 20 (fraternisation avec une députation des jacobins). Dans le n° 17 (3 mars), c'est Dansart fille qui relate celle du 24 février (opposition au départ des tantes du roi). Le n° 19 (11 mars) publie une adresse de la Société, rédigée par Robert. Le premier article signé par Louise n'apparaît que dans le MN3 (I, 8, samedi 23 avril, p. 113-117) : elle appuie « le titre de *frère* et de *sœur*, le seul qui maintient l'équilibre entre les institutions sociales et la loi naturelle », puis défend la nouvelle orientation : « d'abord rassemblée pour lire les décrets de nos législateurs », la Société a le droit (et le devoir) de surveiller les officiers publics, de communiquer avec les autres clubs, de délibérer. Le 30 avril, elle rend compte de la séance du 28. Le 7 mai, elle évoque la séance du 5 : une femme (c'est elle, je pense) a dénoncé le frein mis à l'émission des petits assignats, puis présenté « Madame Moitte, de l'Académie de peinture », en rappelant son offrande de bijoux à l'Assemblée en août 1789, pour qu'elle soit reçue membre « sans l'assujettir aux épreuves ordinaires des huit jours », motion votée malgré l'opposition d'un membre. Le 10 mai, elle présente une autre société mixte, la Société des Indigents (fondée par Prudhomme en mars), dont elle est membre ; il faut « que les citoyens aisés et instruits se sacrifient tout entiers à l'honneur de servir ceux qui viennent apprendre à les défendre eux et leur ouvrage ». En mai, Robert rend compte de ses essais de centralisation des sociétés patriotiques (deux réunions au domicile des Robert). Dans le n° 41 du MN3 (27 mai), on trouve un extrait, non signé, du registre de la Société (24 mai, contre le trafic de l'argent). Après, plus rien : inattention dans ma lecture des 30 derniers nos du MN3, traces dans les nos des 6, 20 et 22 juin, qui manquent dans le microfilm BNF seul consulté, ou silence de Louise ? Je penche plutôt pour la dernière hypothèse, car on sait qu'en juin Louise s'est opposée à l'admission d'Etta Palm, qui a été reçue le 12 juin.

- 31 Avant d'être admise à la Société fraternelle, Etta évolue dans la mouvance du Cercle social, et de ce courant le *Mercure national* parle souvent, et pas en bien!
- 32 Le Cercle social (fondé en février 1790 par Bonneville et Fauchet), avec son Directoire (dont fait partie Condorcet), son journal la *Bouche de Fer* et sa Confédération universelle des Amis de la vérité devient célèbre à la fin de 1790, quand ses séances publiques au Cirque du Palais royal drainent des foules. Louise en parle pour la première fois le 2 novembre (MN2, 35). Dans le n° 44 (3 décembre), un M. B*** rend compte de l'orageuse séance du 26 novembre où un « ridicule apologiste des dames » s'est fait huer. Suivent des « Observations », non signées, qui dénoncent le Cercle Social, la *Bouche de fer* et le club 89 comme l'œuvre de « charlatans », et prédit leur prochaine disparition. Dans le n° 47, Louise poursuit la dénonciation :

« Messieurs du Cercle social, occupez vous des mœurs ; au lieu d'attirer sur vos pas cette foule de femmes oisives et curieuses, apprenez-leur à se renfermer dans leurs maisons, à s'y rendre utiles et agréables à leurs maris, à leurs pères, à leurs frères, à y nourrir, à y former leurs enfants, à y prendre soin de leur fortune. »¹⁸
- 33 Les femmes qui assistent aux réunions du Cercle social y sont attirées, bien sûr, par des hommes. Et la dichotomie sexuelle est complète : le devoir des femmes est d'être utiles et agréables aux seuls hommes de leur famille ; pourquoi pas aux mères et aux sœurs ?
- 34 Parmi ces femmes, il y a Etta Palm, mais Louise ne la nomme pas. Le 26 novembre, elle fait sa première apparition publique en demandant qu'on laisse parler « l'apologiste des dames »¹⁹. Le 30 décembre, elle lit au Cercle social un discours « Sur l'injustice des loix en faveur des hommes, aux dépens des femmes » et demande « une seconde révolution,

dans nos mœurs ». Elle y intervient encore le 14 février 1791, puis le 23 mars, pour suggérer la création, dans chaque section, d'une société de femmes chargées de l'assistance, des secours aux pauvres, de l'éducation des filles. Le 28 mars, elle lance la Société des Amies de la vérité (pendant féminin des Amis...). Le 12 juin, elle est admise à la Société fraternelle, malgré l'opposition de Louise qui la dénonce, comme mauvaise fille et comme espionne. Tout cela, nous le savons par la brochure qu'Etta publie après la fin juillet, et dans laquelle elle réunit ces interventions (*Appel aux Françaises...*, Imprimerie du Cercle social, 1791, 45 p.). Bon nombre de ses propositions relèvent du rôle traditionnel des femmes, mais elles sont toujours accompagnées de la revendication des droits politiques, et de l'égalité entre les sexes. Ses positions ont bien dû trouver un écho à la Société fraternelle, puisqu'elle y est admise, malgré Louise.

- 35 Le courant républicain dès son origine, en 1790-91, est donc divisé sur la citoyenneté des femmes : si ses deux branches partagent l'idée de leur vocation naturelle à la famille et au travail social, le courant *Mercure national*/ Robert l'appuie sur leur exclusion des droits politiques, le courant Cercle social/ Palm/ Condorcet revendique l'égalité des individus.
- 36 Avec la fuite de Louis XVI fin juin, le mouvement républicain gagne en puissance, mais la réinstallation du roi par l'Assemblée en juillet et la répression qui s'ensuit le réduisent provisoirement au silence. Louise n'ayant plus de journal, on a désormais peu d'informations sur son activité. A-t-elle co-rédigé la fameuse pétition du Champ de Mars, comme le veut Michelet, et écrit *Les crimes des reines de France* ? Peut-être. Le 21 septembre naît Adélaïde, unique enfant du couple, qui a pour parrain le sculpteur J.-J. Moitte. En décembre 1791, Louise milite encore à la Société fraternelle, puisqu'elle y prononce le 4 un discours sur l'administration des hôpitaux. Elle connaît la question au moins depuis sa traduction de Howard en 1788, et suggère que l'administration soit contrôlée par les sections. À cette inspection on pourra associer des femmes ; mais pourquoi ?
- « J'ai pensé qu'on pourroit tirer un avantage considérable de l'adjonction de quelques femmes aux inspecteurs nommés par la section. Leurs devoirs domestiques, devoirs sacrés, importants à l'ordre public, leur interdisent toutes fonctions administratives et je ne prétends pas les tirer de leur sphère, parce que les meilleures choses hors de place perdent tout leur prix. Mais l'esprit de détail auquel elles sont accoutumées dans leurs soins domestiques les rendent propres à l'inspection proposée »²⁰.
- 37 Pour compléter les traces publiques des positions de Louise, il faudrait examiner son activité de pétitionnaire. Claude Guillon signale la signature de Louise sur celle de juin 1792 qui demande la punition des conspirateurs. Il y en a peut-être d'autres, la recherche reste à faire²¹.
- 38 Pour 1791-1792, nous avons sur Louise deux témoignages de femmes. Manon Roland, dans sa notice sur Robert, rédigée en prison en août 1793 retrace ses relations avec le couple dans un pré-construit politique et très hostile²². Lucile Desmoulins, entre le 12 décembre 92 (récit du 10 Août) et février 93 (*Journal 1788-1793*, éd. Ph. Lejeune, Éditions des cendres, 1995) dessine une silhouette de Louise dans son entourage : angoisse au 10 Août, dîners, échanges, sorties.
- 39 Le 12 septembre 1792, Robert, qui a été un des leaders de l'insurrection du 10 Août, est élu député de Paris à la Convention, qui proclame la République le 22. Les républicains, de la veille ou du lendemain, continuent à s'affronter, en s'accusant mutuellement de royalisme.

1792 - 1793 : alibi domestique et morale cocardière

- 40 Après la « robespierride » de Louvet (25 octobre) et la réponse de Robespierre (5 novembre), la Convention passe au jugement de Louis XVI. Louvet publie, fin novembre, la brochure *À Maximilien Robespierre et à ses royalistes*, dans laquelle il rend publics « quelques précieux mots de Mme Robert » :

« Son mari venoit d'être nommé. "J'en suis bien aise, disoit-elle, mais cela se fait d'une étrange manière. Je veux croire que c'est pour le bien ; cependant j'aimerois mieux qu'il eût été nommé par un autre département que celui de Paris". Je vous crois, madame Robert. »²³

- 41 Louise répond, immédiatement je pense, c'est-à-dire en décembre, par une courte et virulente apostrophe :

« Qu'y a-t-il pour que tu oses me tirer de ma retraite où je remplis en silence les devoirs d'épouse & de mère, où je me borne modestement à la place que m'assignent les loix de la nature, & les lois sociales ? [...] Tu me prêtes ton langage, tu me fais parler comme une idiote, moi qui comptois déjà parler [sic] dans le développement des principes qui mènent aux révolutions, bien avant qu'on se doutât de l'existence d'un avorton politique qui devoit ramper un jour dans la poussière du temple de la liberté [...] petit Satrape de quelques roitelets, petit Républicain de Gènes ou de Venise, déchire les Républicains de France, c'est là ton métier... mais sache que la paisible solitude d'une femme de bien doit être le terme imposé à ton audace, & que ton imagination ne devoit pas plus franchir le seuil de sa porte, qu'il ne t'est permis de le souiller par ta présence. »²⁴

- 42 Elle se retranche dans l'affirmation d'un silence conforme au devoirs de son statut, et parle... pour dire qu'elle se tait. Elle ne dément ni n'explique le propos rapporté (qui n'est pas « idiot », mais fort plausible, vu les conditions des élections à Paris) ; mais elle contre-attaque en déconsidérant Louvet, affirme son antériorité et sa primauté dans la bonne voie républicaine, oppose sa vertu aux vices de son adversaire. On peut apprécier sa verve polémique ; mais l'affirmation des vertus privées se révèle bien ici comme un postulat, un paravent, et une irresponsabilité. Les mœurs sont un argument, non une explication. Le « mur de la vie privée » a servi, et servira, à bien d'autres polémiques.

- 43 Les Girondins sont éliminés en mai-juin 1793, la nouvelle Constitution est suspendue aussitôt que votée, la Terreur est « mise à l'ordre du jour » le 5 septembre, la loi des suspects votée le 17. Septembre est le point culminant du mouvement populaire, et de son encadrement par la Convention. La « guerre des cocardes » est l'occasion d'une nouvelle position publique de Louise (la dernière connue à ce jour). Je donne le texte intégral en annexe, parce que Marie Cerati, qui le signale, se borne à résumer la position de Louise²⁵ : celle-ci est hélas banale, mais certains de ses considérants le sont beaucoup moins.

- 44 La cocarde est un signe politique depuis juillet 1789. Son port est, pendant trois ans, affaire de choix. Mais, lors de la proclamation de la patrie en danger, en juillet 1792, il devient obligatoire pour les hommes. Il ne reste donc signe militant que pour les femmes. Louise, le 6 août 1792, est admise à la tribune des Jacobins pour raconter comment elle s'est défendue contre « trois honnêtes gens qui voulurent la forcer à quitter une cocarde nationale qu'elle porte à son chapeau » (Aulard, *La société des Jacobins*, IV, p. 185). Au début de septembre 1793, des citoyennes de la section de l'Unité rédigent une pétition demandant que le port de la cocarde soit obligatoire pour les femmes (aussi). La pétition reçoit l'accord de plus de la moitié des sections, des Cordeliers et des Jacobins ; elle est lue le 16 à la Convention. Les rixes entre femmes se multiplient, et le 21 les administrateurs de police de Paris font à leur tour appel à la

Convention, qui décrète la cocarde obligatoire pour les femmes (sous peine de 8 jours de prison). Dominique Godineau²⁶ voit dans ce décret « une victoire pour les citoyennes patriotes, et une victoire du mouvement populaire ». À lire les considérants d'une de ces citoyennes patriotes, je suis tentée d'y voir aussi autre chose. Louise a été témoin, et probablement partie prenante, d'un conflit d'interprétation sur la cocarde des femmes le 18 ; le 20, elle écrit au journal *Le Batave*. Elle soutient une des versions de la pétition, celle de la section de la République, qui a demandé que le port de la cocarde devienne un droit, subordonné à la délivrance d'une carte civique, accordée seulement aux « vraies citoyennes ». Louise rappelle et approuve ces demandes, qu'elle complète par une définition de son cru : la « vraie citoyenne » ne peut être qu'une femme mariée. Et la police des mœurs qu'elle préconise a bien pour but d'influencer aussi les hommes : forcés à ne se montrer en public qu'avec des femmes dûment cocardées, ils renonceront aux autres (prostituées, célibataires ?), « même dans l'ombre du mystère », c'est-à-dire dans leur vie privée. Deux sphères, double morale ? Que non point : l'obsession de la chasteté féminine sert au contrôle public et privé de la vie de tou(te)s, hommes et femmes. « L'austérité des mœurs républicaines » invoquée en avril 1790 a pris une forme très précise. En dénonçant les « ennemis intérieurs », je crois que Louise pointe d'abord celui qu'elle porte à l'intérieur d'elle-même, cette instance en elle qui voit son sexe comme potentiellement vil et dangereux, à moins qu'il ne soit totalement contrôlé.

- 45 « Faut-il s'étonner », écrit Raymonde Monnier²⁷, « de ne rencontrer [chez elle] aucune position féministe ? » Le constat me paraît juste. Quant à l'étonnement, c'est-à-dire au jugement sur ce constat, il dépend bien sûr des pré-construits du lecteur... On est aujourd'hui plus au clair sur la différence entre activité féminine et position féministe²⁸, et on sait que l'une peut aller sans (voire contre) l'autre. Reste à tenter quelque chose comme une explication.
- 46 J'écarte *a priori*, déontologiquement, celles qui donnent comme source des positions de Louise celles de son père et/ou de son mari. L'allégeance de Louise à ces personnes et figures est réelle, mais Louise parle en son nom propre et signe ses articles.
- 47 L'explication par la « mentalité » – on peut ajouter, pour faire bon poids, « dominante » – me scandalise, à un double titre. D'abord parce que ce n'est pas une explication, mais tout au plus un constat, celui d'un conformisme, d'une non remise en cause de préjugés. Reste à expliquer pourquoi ce conformisme, quand sur d'autres questions, comme la forme politique de l'État, Louise est subversive ? Ensuite c'est négliger le fait que Louise ne reproduit pas seulement le préjugé du « sexe faible » : sur ce socle elle argumente, raisonne, construit un projet politique. Et c'est parce que je prends au sérieux son rôle d'intellectuelle que j'ai réuni ici ses textes, pour en faire ressortir la structure de paralogisme, de fausse conscience : caractère métaphorique de son postulat de départ ; suspension de tout raisonnement par l'essentialisation des traits intellectuels, cognitifs, sentimentaux attribués aux femmes en faits dits de nature, – c'est-à-dire non soumis à discussion – et qu'elle veut renforcer par un trait indéniablement social, l'exclusion du politique ; caractère a-chronique de son idéal républicain, réduit à la régénération par une vertu qui ne se démarque sur aucun point de la morale patriarcale.
- 48 Les constructions argumentatives de Louise sont appuyées sur la catégorie binaire masculin/féminin, dont Françoise Héritier a montré le caractère fondateur²⁹. Toute pensée ne peut être que pensée de la différence, et la dichotomie est nécessaire à la

conceptualisation. Mais quand les oppositions cessent d'être conçues comme historiques pour être essentialisées, la pensée s'arrête, l'outil cognitif perd son tranchant, la réflexion s'évapore en évidence. Ce binarisme a, bien sûr, un fondement inconscient. De quels instruments disposons-nous pour l'explorer ? Lynn Hunt (1995) apporte un éclairage utile, mais elle relativise elle-même ses dires en réduisant la catégorie du roman familial au statut de simples « efforts créatifs » (p. 10). Je lui préfère de beaucoup l'exploration du psychanalyste Jacques André, qui lie solidement les élaborations inconscientes et les positions politiques conscientes qui en sont issues. Il part des contradictions repérables dans ces deux domaines pour éclairer l'énigme du lien social en Révolution. L'idéale « assemblée des frères », la démocratie sexiste qui est le rêve politique de Louise, peut être vue comme une « formation réactionnelle » (p. 217), c'est-à-dire une tentative pour contrôler l'ambivalence des pulsions³⁰.

- 49 Pour moi, l'antiféminisme de Louise, incontestable, reste une énigme, car sa pensée duelle-sexiste est en contradiction avec sa pratique, pionnière, de journaliste politique et de militante. En 1808, elle trouve à ce dilemme une solution radicale, en supprimant un des termes de la contradiction (son activité politique), pour résumer sa vie au dévouement conjugal. Elle publie un roman (*Amelia et Caroline, ou l'amour et l'amitié*, 4 vol., Paris, Collin, 1808) qu'elle dédie à son mari en affirmant :

« Depuis vingt ans je n'ai rien publié [...] Depuis vingt ans, je suis à toi, et c'est à l'amour conjugal que je consacre cet écrit. »

- 50 À défaut de pouvoir dire, comme Louvet en 1792, « Je vous crois, madame Robert », reconnaissons que cette abrupte ego-histoire de Louise illustre les contradictions qui sont le lot de tout sujet.

ANNEXES

Le Batave, n°221, du mardi 24 septembre 1793

/Sommaire p. 887/ Observations de la citoyenne Robert sur les cocardes des femmes

/p. 888/ Aux rédacteurs du Batave

Paris, ce 20 septembre

Un respectable patriote de Cambray m'écrit qu'il désireroit fort que deux députés de la convention fussent envoyés dans cette ville ; il m'assure que leur présence porteroit la joie et la consolation dans l'âme des habitants et sur tout dans les environs où l'ennemi fait perpétuellement des courses, extorque des contributions, et viole toutes les propriétés avec la fureur et la barbarie propres aux âmes esclaves.

Je profite de l'occasion pour vous faire une observation sur la manière dont s'exécute la motion des cocardes nationales pour les citoyennes. Dans son principe, elle m'a parue [sic] très-sage, mais l'aristocratie et la malveillance qui marche avec elle, se sont hâtées d'en abuser. Depuis deux jours, je vois avec peine le signe de la liberté profané sur le front de l'impudicité. Toutes les prostituées du ci-devant Palais-Royal ont eu l'audace de la prendre, des femmes les moins attachées à notre révolution se sont empressées de suivre cet exemple, de sorte que bien loin d'être une marque de civisme et de vertu, elle

deviendra plutôt un /p. 889/ point de ralliement pour ce qu'il y a de plus vil dans notre sexe, et certainement ce ne peut être qu'un des infames subterfuges de nos ennemis intérieurs. Cela est si vrai qu'une femme respectable allant à la halle avant-hier avec une cocarde, les marchandes la lui firent ôter presque par force, en lui disant : *il n'y a que les aristocrates et les catins qui l'ayent prise pour se déguiser et nous en faire accroire*. Rappelez donc dans votre journal que la motion faite et approuvée dans la section de la République, étoit 1° d'obliger toutes les femmes domiciliées à se munir d'une carte civique au comité de leur section pour avoir le droit de porter la cocarde nationale ; 2° de défendre cette respectable parure à toutes celles qui n'auroient pas la carte civique ; 3° d'enjoindre aux comités de chaque section de ne délivrer cette carte qu'aux vraies citoyennes.

Je voudrais aussi que chaque section, ayant à peu-près une connoissance exacte de la conduite de chaque individu, mit une attention scrupuleuse à ne délivrer de carte civique qu'à des femmes dont le mariage seroit réellement constaté par ce qu'on appelle *enquête de bonne renommée* ; car il me paroît que la section de la République s'est proposé de servir en même temps le civisme et les mœurs, et de rendre sur nos têtes le signe glorieux de la liberté, un signe non moins honorable de la première de nos vertus sociales. Il me paroît qu'elle a voulu imposer à nos citoyens le respect d'eux-mêmes, et qu'elle a senti que l'homme forcé de se respecter en public, en prend bientôt l'habitude au point de rougir du vice, même dans l'ombre du mystère. Invitez-la donc par la voie de votre journal à renouveler une motion sage, grande et digne d'une nation régénérée, à y joindre l'adhésion des autres sections, et toutes ensemble à demander à la commune de Paris un règlement devenu plus nécessaire encore par l'abus qu'on a osé faire d'une des plus belles idées dont on ait fait hommage aux mœurs publiques. Je ne sais dans quel état d'Italie, les courtisanes sont obligées de porter une écharpe jaune. Il est digne d'une nation libre et fière de compter plutôt les femmes de bien ; j'aime à croire que le nombre en sera si grand, qu'un étranger arrivant à Paris, n'y verra en effet que l'emblème de la chasteté, le plus bel ornement d'un sexe dont les vertus sont si utiles et si nécessaires au bonheur des races présentes et futures.

Salut et amitié Signée Louise Robert

(Cette lettre, antérieure au décret de la Convention nationale qui ordonne à tout le beau sexe de porter la cocarde tricolore, et qui par conséquent termine toutes les difficultés, toutes les petites rixes à cet égard, ne nous a été remise qu'aujourd'hui ; cependant nous trouvons les réflexions de la citoyenne Robert, trop conformes aux vrais principes républicains, pour ne pas nous persuader que nos lecteurs nous sauront gré de les leur communiquer.)

NOTES

1. Christine FAURÉ, « Une histoire des femmes au XVIII^e siècle par Louise de Kéralio », *Revue de la Bibliothèque Nationale de France*, n° 17, 2004, p. 61-64.
2. « Elle fonda un journal, y prêcha l'égalité des sexes », Ferdinand BRUNOT, *Histoire de la langue française*, t. X, 1937, p. 690.
3. Geneviève MAZEL, « Louise de Kéralio et Pierre-François Robert, précurseurs de l'idée républicaine », *Bulletin de la Société d'histoire de Paris et de l'Île de France*, 1989, p. 163-237.
4. Lynn HUNT, *Le roman familial de la Révolution française*, Albin Michel, 1995, 264 p. Trad. française de *The Family Romance of the French Revolution*, 1992.

5. Carla HESSE, *The Other Enlightenment. How French Women Became Modern*, Princeton University Press, 2001.
6. Leigh WHALEY, « Partners in Revolution : Louise de Kéralio and François Robert, editors of the *Mercure national*, 1789-1791 », dans Malcolm CROOK, William DOYLE, Alan FORREST (eds.) *Enlightenment and Revolution. Essays in honour of Norman Hampson*, Ashgate, 2004, p. 114-131.
7. Annie GEFFROY, « Louise de Kéralio, traductrice, éditrice, historienne et journaliste, avant 1789 », dans Isabelle BROUARD-ARENDIS (dir.), *Lectrices d'Ancien Régime*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, p. 103-112.
8. H. Swinburne, *Voyage dans les deux Siciles*...[...] traduit de l'anglais par Melle de Kéralio, Paris, Barois, 1785, p. III.
9. t. 1, Préface, p. XII.
10. t. 5, 1788, p. 469.
11. Qui n'est pas un club, mais un réseau de notabilités animé depuis 1784 par un roturier breton, Georgelin, qui recrute ses membres, fait assez rare à l'époque, dans les trois ordres, et les deux sexes. Voir A. GEFFROY, « D'Alembert et Condorcet, membres de la société patriotique bretonne ? », dans V. KÖLVING, I. PASSERON (eds), *sciences, musiques, lumières*, Ferney-Voltaire, CIEDS, 2002, p. 267-275.
12. JEC, I, 10, 8 octobre 1789, p. 176.
13. MN1, I, 10, 28 février 1790, p. 590.
14. MN1, II, 1, 18 avril 1790, p. 26-27.
15. MN1, II, 6, 23 mai 1790, p. 426-432.
16. Pierre CARON, *Paris pendant la Terreur*, t. 1, 1910, p. 115, a cru pouvoir identifier la « citoyenne Robert, auteur du journal l'Observateur » évoquée dans un rapport de police en septembre 1793, comme étant Louise. Mais c'est plutôt la femme de Magloire Robert. Voir éric WAUTERS, *AHRF*, n° 330, 2002, p. 78.
17. MN2, n° 47, 14 décembre 1790, p. 1818.
18. Pierre-René CHOUDIEU, *Mémoires et notes de Choudieu (1761-1838) publiés d'après les papiers de l'auteur, avec une préface et des remarques par Victor Barrucand*, Paris, Plon, 1897, p. 478. Qui peut être le destinataire de la lettre ? Lairtuillier, auteur en 1840 d'un des premiers ouvrages sur les femmes pendant la Révolution ?
19. Il doit s'agir de Charles-Louis ROUSSEAU, qui a réussi à lire son *Essai sur l'éducation et l'existence civile et politique des femmes*... au Waux-Hall d'été le 13 décembre 1790. Il y dénonce le « pouvoir abusif des hommes » et préconise « de réformer la vie privée sur les principes publics » (p. 6). On peut le lire dans le recueil *Les femmes dans la Révolution française*, Edhis, 1982, malheureusement dépourvu de tout appareil critique. Trente-deux des soixante-dix textes qui le composent sont entrés dans la base textuelle Frantext. Voir Annie GEFFROY, « Leçons sur l'(in)égalité des sexes (Frantext 1789-1820) », dans Pierre FIALA (dir.), *In/égalité/s : Usages lexicaux et variations discursives (18^e-20^e siècles)*, Paris, Montréal, L'Harmattan, 1999, p. 43-69.
20. *Extrait des délibérations de la société fraternelle...*, s.l.n.d., 15 p., p. 10.
21. Claude GUILLON, *Deux enrégés de la Révolution. Leclerc de Lyon et Pauline Léon*, Éditions La Digitale, 1993, p. 114. Il souligne la difficulté de cette recherche onomastique, importante en soi, mais encore plus s'agissant des femmes, car elle permettra de substituer au trop long silence de l'histoire l'étude archivistique du genre féminin en politique !

22. Via Champagneux, elle lui a été présentée vers mars 1791 (« une femme d'esprit, auteur et républicaine, c'est assez piquant ! »). Elle héberge le couple la nuit du 17 juillet, après la fusillade du Champ-de-Mars. Début 92, elle va une fois chez les Robert, où elle voit « quelques femmes ardentes en civisme, et d'honorables membres de la société fraternelle » (elle ne dit pas qu'elle même y a adhéré en juin 91). Assiégée par Louise qui cherche à placer son mari, elle finit par la congédier. Après quoi Robert se rallie à Danton, ce qui lui vaut une place et son élection à la Convention (*Mémoires de Mme Roland*, Claude PERROUD et Paul de ROUX (eds.), Paris, Mercure de France, 1986, p. 115-120).
23. Louvet, *Mémoires et pamphlets*, éd. A. Aulard, 1889, t.2, p. 181.
24. Louise Robert à Monsieur Louvet, Paris, Baudouin, s.d., 4 p.
25. Marie CERATI, *Le club des Citoyennes républicaines révolutionnaires*, Paris, Éditions sociales, 1966, p. 135.
26. *Citoyennes tricoteuses*, Alinéa, 1988, p. 166.
27. *L'espace public démocratique*, Kimé, 1994, p. 247.
28. Louis DEVANCE, « Le féminisme pendant la Révolution française », *AHRF*, n° 229, 1977, p. 354-376.
29. Françoise HERITIER, *Masculin/féminin. La pensée de la différence*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1996, 332 p.
30. Jacques ANDRÉ, *La révolution fratricide. Essai de psychanalyse du lien social*, Paris, PUF, 1993.

RÉSUMÉS

En dehors de son journal (août 89-juillet 91), on ne connaît de Louise de Kéralio-Robert (1756-1822), pendant la Révolution, que trois textes imprimés. Ils s'inscrivent dans l'avant-garde révolutionnaire : républicanisme dès 1790, lutte contre les Girondins en 92, intégration des femmes, par la cocarde, dans la société politique en 93. Si on y cherche le rôle assigné aux femmes, on y trouve l'affirmation d'une nature féminine spécifique et potentiellement dangereuse, l'assignation à la sphère domestique, le refus de tout droit politique, l'obsession du contrôle moral. Pionnière de l'activité politique féminine, Louise de Kéralio est aussi une pionnière du républicanisme sexiste.

Louise de Kéralio-Robert, Pioneer of Sexist Republicanism. Apart from her journal (August 89-July 91), Louise de Kéralio-Robert (1756-1822), is known for only three printed texts from the Revolution. These belong to the revolutionary the avant-garde: republicanism from 1790 on, the struggle against the Girondins in 92, the integration of women by the cocarde in political society in 93. If one tries to find in these writings the role assigned to women, one finds an affirmation of a specific feminine nature, potentially dangerous, her restriction to the domestic sphere, the refusal of any political rights, the obsession with moral control. A pioneer in women's political activity, Louise de Kéralio is also a pioneer of sexist republicanism.

INDEX

Mots-clés : mœurs, républicains, journaliste, cocarde, sexe

AUTEUR

ANNIE GEFFROY

Directrice de recherche honoraire au CNRS, Hent Clandeyer 2, Port-Blanc, 22710
Penvenan, annie.geffroy@wanadoo.fr